

RCS : REIMS
Code greffe : 5103

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1985 B 50042
Numéro SIREN : 702 031 030
Nom ou dénomination : CALDERYS FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 16/07/2021 sous le numéro de dépôt 5702

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée

Route de Troyes

51120 SEZANNE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée

Route de Troyes

51120 SEZANNE

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Associé unique de la société CALDERYS FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CALDERYS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 juin 2021

Le Commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

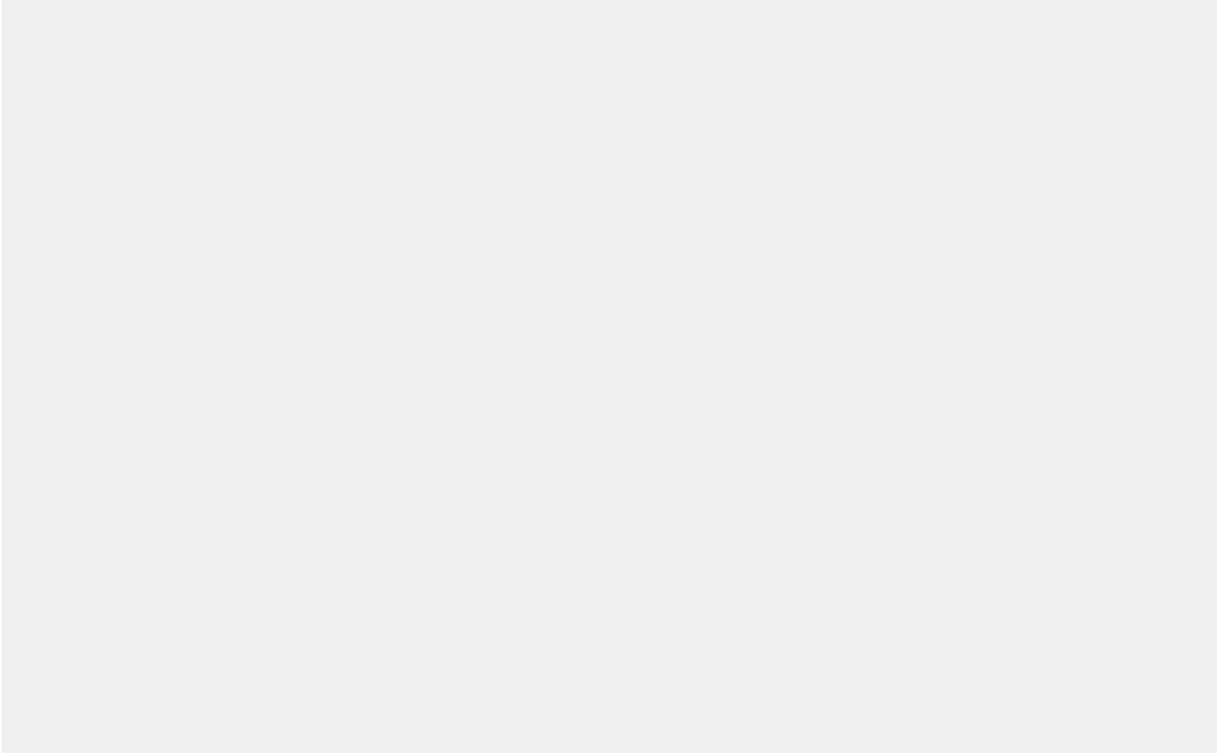

The image shows the signature of Frédéric Gourd, which is written in black ink over a blue shield-shaped logo containing a white checkmark.

Frédéric GOURD

CALDERYS FRANCE

**Route de Troyes
BP 93
51120 SEZANNE**

Comptes au 31/12/2020



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 669 400	1 655 167	14 233	102 202
Fonds commercial	447 590	447 590		
Autres immobilisations incorporelles	2 639 116	2 360 627	278 489	202 208
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	945 289	486 882	458 407	437 397
Constructions	7 113 555	5 065 583	2 047 973	2 290 264
Installations techniques, matériel, outillage	22 448 998	19 083 501	3 365 496	3 392 726
Autres immobilisations corporelles	1 055 340	991 591	63 748	94 255
Immobilisations en cours	523 712		523 712	686 486
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 446 494		10 446 494	10 446 494
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	700		700	3 800
Autres immobilisations financières	4 887		4 887	4 625
ACTIF IMMOBILISE	47 295 083	30 090 942	17 204 141	17 660 458
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 018 823	12 636	4 006 187	4 468 929
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	4 418 202	1 652 264	2 765 938	4 743 034
Marchandises	516 234		516 234	630 365
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	18 351 637	862 278	17 489 359	19 846 463
Autres créances	7 084 450		7 084 450	9 068 541
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	1 342 014		1 342 014	1 251 965
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 140 594		1 140 594	1 070 016
ACTIF CIRCULANT	36 871 954	2 527 178	34 344 776	41 079 312
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	17 736		17 736	15 509
TOTAL GENERAL	84 184 773	32 618 120	51 566 653	58 755 279

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 7 567 740)	7 567 740	7 567 740
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 709 411	6 709 411
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	53 835	53 835
Réserve légale	860 194	860 194
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	138 186	138 186
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	1 438 194	1 438 194
Report à nouveau	11 813 471	8 797 908
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-641 456	3 015 564
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	27 939 575	28 581 031
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	198 163	227 976
Provisions pour charges	2 648 654	2 683 457
PROVISIONS	2 846 818	2 911 433
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	57 168	106 764
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 000 816	17 376 801
Dettes fiscales et sociales	3 485 314	3 560 707
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 209 829	6 134 650
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	20 753 126	27 178 921
Ecarts de conversion passif	27 133	83 893
TOTAL GENERAL	51 566 653	58 755 279

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	25 973 869	51 533 867	77 507 735	83 999 612
Production vendue de services		16 447 896	16 447 896	21 977 365
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	25 973 869	67 981 763	93 955 631	105 976 977
Production stockée			-1 040 287	-206 277
Production immobilisée				36 365
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 125 692	2 504 577
Autres produits			660 285	320 790
PRODUITS D'EXPLOITATION			95 701 322	108 632 432
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			15 447 072	13 973 041
Variation de stock (marchandises)			114 130	10 658
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			32 286 862	38 443 923
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			462 742	646 216
Autres achats et charges externes			23 791 853	34 444 392
Impôts, taxes et versements assimilés			928 590	1 012 081
Salaires et traitements			8 147 569	8 379 353
Charges sociales			3 441 795	3 620 871
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 508 521	1 411 750
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 730 542	1 262 165
Dotations aux provisions			189 560	228 761
Autres charges			8 008 520	1 753 151
CHARGES D'EXPLOITATION			96 057 756	105 186 361
RESULTAT D'EXPLOITATION			-356 434	3 446 070
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				772 779
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 493	13 873
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			16 509	8 021
Différences positives de change			208 350	163 904
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			227 351	958 577
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			33 736	33 509
Intérêts et charges assimilées			59 986	71
Différences négatives de change			253 543	108 323
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			347 265	141 902
RESULTAT FINANCIER			-119 913	816 675
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-476 347	4 262 745

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	422 347	375 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	422 347	375 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	254 143	543 585
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	292 545	424 216
CHARGES EXCEPTIONNELLES	546 688	967 801
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-124 341	-592 801
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		90 000
Impôts sur les bénéfices	40 768	564 381
TOTAL DES PRODUITS	96 351 021	109 966 009
TOTAL DES CHARGES	96 992 477	106 950 445
BENEFICE OU PERTE	-641 456	3 015 564

Annexes

FAITS MARQUANTS

Les ventes ont baissé de 6,5 M€ entre 2019 et 2020 sur les produits fabriqués passant de 84,0 M€ à 77,5 M€.
Les ventes de prestations de services ont également baissé à hauteur de 5,5 M€, passant de 21,9 M€ à 16,4 M€.
Soit un chiffre d'affaires à hauteur de 94,0 M€ en 2020 pour 105,9 M€ en 2019.

L'activité avec les sociétés soeurs a diminué de 5.6 M€ (soit 16%) dont 3M€ du fait de l'interruption de l'activité de Caldeys Belgique (fusion dans Imerys Belgique).

Dans le même temps, les ventes externes n'ont reculé que de 2% entre 2019 et 2020.

D'un point de vue global, les zones en fort repli sont le pays du Golfe (3.8 M€), l'Italie (-1.6 M€), le marché domestique (-1.4 M€) et l'Ukraine (-1.2 M€). En revanche, la Belgique double son chiffre d'affaires par rapport à l'année dernière et se réoriente totalement vers les ventes externes.

PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général correspondant au règlement ANC n°2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite. Ils ont été établis dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

ACTIFS IMMOBILISES

Immobilisations Incorporelles

Les frais d'établissement correspondant aux frais d'augmentation de capital et de fusion sont amortis dans l'année.

Les concessions, brevets et droit similaires sont amortis sur cinq ans.

Les frais de recherche et de développement sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celle acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée à cette date (réévaluation légale).

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie prévue des immobilisations.

Amortissement des Immobilisations corporelles

Constructions	20 ans
Matériels et outillages de fabrication	6 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de Transport	4 ans
Autres matériels	4 à 10 ans
Mobilier	3 à 10 ans

Immobilisations Financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité, représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

La valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur de la quote-part des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable des titres.

STOCKS

Les stocks et les en cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur probable de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production, calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Méthode utilisée pour le calcul de dépréciation :

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est plus faible que le coût d'entrée. La provision pour mise au rebut du stock de produit finis est, elle, déterminée selon l'âge du stock.

CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, à la réception d'un avis de déclaration de créance de la part d'un administrateur judiciaire ou lorsque les créances sont échues depuis plus de 180 jours.

Conversion des dettes et créances en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux taux en vigueur au 31 décembre. L'écart de conversion en résultant est inscrit au bilan sous une rubrique spécifique. Une provision pour risque est comptabilisée si la conversion fait apparaître des pertes latentes non couvertes.

Le groupe Imerys a décidé de mettre en place un Centre de Services Partagés en Grèce (CSP), afin de transférer l'activité de la comptabilité transactionnelle.

Le Go Live a été donné pour Calderys France à la date du 25 janvier 2021. De ce fait, les comptabilités (clients, fournisseurs, et une partie de la comptabilité générale) ont été transférés sur ce CSP.

En ce début d'année 2021, même si la reprise économique se renforce globalement, l'environnement de marché reste incertain, avec la persistance de la pandémie de la Covid-19.

L'année 2021 devrait être néanmoins plus clémente même si nous devons rester très vigilants sur l'évolution de la pandémie Covid-19 (la propagation des différents variants, la montée progressive de la vaccination ainsi que les mesures gouvernementales) dont il est très difficile d'estimer l'impact sur notre volume d'activité ainsi que nos résultats.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 536 459		219 648
Terrains	891 003		54 286
Dont composants			
Constructions sur sol propre	3 558 130		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	3 487 249		69 312
Install. techniques, matériel et outillage ind.	21 644 086		857 895
Installations générales, agenc., aménag.	35 448		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 003 760		16 674
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	686 486		1 055 042
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 306 162		2 053 209
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	10 446 494		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	8 425		2 213
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 454 919		2 213
TOTAL GENERAL	46 297 540		2 275 070

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 756 107	
Terrains			945 289	
Constructions sur sol propre			3 558 130	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		1 136	3 555 426	
Installations techn., matériel et outillages ind.		52 984	22 448 998	
Installations générales, agencements divers			35 448	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		543	1 019 891	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 217 815		523 712	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 217 815	54 662	32 086 894	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			10 446 494	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		5 050	5 587	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		5 050	10 452 082	
TOTAL GENERAL	1 217 815	59 712	47 295 083	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 232 048	231 336		4 463 384
Terrains	453 606	33 276		486 882
Constructions sur sol propre	1 763 092	218 653		1 981 745
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 992 022	92 951	1 136	3 083 838
Installations techniques, matériel et outillage industriels	18 251 361	885 124	52 984	19 083 501
Installations générales, agenc. et aménag. divers	34 383	282		34 665
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	910 570	46 899	543	956 927
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 405 034	1 277 185	54 662	25 627 557
TOTAL GENERAL	28 637 082	1 508 521	54 662	30 090 942

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	15 000		15 000	
Provisions pour garanties données aux clients	197 468	109 560	126 600	180 428
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	15 509	17 736	15 509	17 736
Provisions pour pensions, obligations similaires	1 692 079	89 000	1 000	1 780 079
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	991 377	299 545	422 347	868 575
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 911 433	515 841	580 456	2 846 818
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	728 091	1 645 000	708 191	1 664 901
Dépréciations comptes clients	1 055 408	85 542	278 673	862 278
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	1 783 500	1 730 542	986 864	2 527 178
TOTAL GENERAL	4 694 933	2 246 383	1 567 319	5 373 996
Dotations et reprises d'exploitation		1 920 102	1 128 464	
Dotations et reprises financières		33 736	16 509	
Dotations et reprises exceptionnelles		292 545	422 347	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	700	700	
Autres immobilisations financières	4 887		4 887
Clients douteux ou litigieux	583 507	583 507	
Autres créances clients	17 768 130	17 768 130	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	14 908		14 908
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	11 850	11 850	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	699 471	699 471	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	508 556	508 556	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	157	157	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 849 507	5 849 507	
Charges constatées d'avance	1 140 594	1 140 594	
TOTAL GENERAL	26 582 268	26 562 472	19 795
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	1 500		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	4 600		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	14 000 816	14 000 816		
Personnel et comptes rattachés	1 994 258	1 994 258		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 116 206	1 116 206		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	374 850	374 850		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 774 540	1 774 540		
Autres dettes	1 435 289	1 435 289		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	20 695 959	20 695 959		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408101	F.N.P. SEZANNE	287 791,36	489 983,50	-202 192,14
408105	F.N.P. SIEGE	720 514,98	501 658,56	218 856,42
408106	Prov SAP Achats	1 273 921,82	2 036 516,63	-762 594,81
408107	Prov pour coûts d'ex	831 574,82	839 942,62	-8 367,80
408108	Prov pour coûts d'em		12,67	-12,67
408109	Prov pour coûts de p		5 657,50	-5 657,50
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		3 113 802,98	3 873 771,48	-759 968,50
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428220	PROV CONGES PAYES	724 258,55	700 080,17	24 178,38
428230	PROV PRIME VACANCES	37 681,23	37 785,68	-104,45
428231	PROV 13EME MOIS		2 104,73	-2 104,73
428260	PROV INDEMNITE PRECA	6 371,59	11 838,09	-5 466,50
428400	Prov participation		90 000,00	-90 000,00
428610	NOTE DE FRAIS A PAYE	10 832,53	11 782,19	-949,66
428630	PROV PRIMES EXCEPTIO	706 512,36	432 010,97	274 501,39
428633	PROV RTT	172 639,22	136 762,96	35 876,26
428685	PROV INTERESSEMENT	271 700,00	520 500,00	-248 800,00
438600	ORGANISMES SOCIAUX C		18 000,00	-18 000,00
438620	PROV CH SOC 13EME MO		1 052,37	-1 052,37
438621	PROV CH SOC PRIME VA	18 840,82	18 893,03	-52,21
438650	CH SOC S/CONGES PAYE	362 035,04	349 945,91	12 089,13
438660	CH SOC PROV INDEMN	3 185,83	5 919,07	-2 733,24
448600	ETAT CHARGES A PAYER	38 066,34	43 724,03	-5 657,69
448630	FORMATION PROF A PAY	61 387,83	32 157,41	29 230,42
448670	EFFORT CONSTRUCTION	35 530,30	41 049,61	-5 519,31
448690	ORGANIC	150 325,99	167 950,33	-17 624,34
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 599 367,63	2 621 556,55	-22 188,92
TOTAL CHARGES A PAYER		5 713 170,61	6 495 328,03	-782 157,42

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486300	CHARGES CONSTATEES D	1 140 593,76	1 070 015,64	70 578,12
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 140 593,76	1 070 015,64	70 578,12

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FACT. A ETAB	1 244 006,68	1 088 863,00	155 143,68
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 244 006,68	1 088 863,00	155 143,68
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		1 244 006,68	1 088 863,00	155 143,68

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	504 516			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Au 31 décembre 2020, le capital de la société s'élevait à 7 567 740 € et était divisé en 504 516 actions de 15 € de valeur nominale chacune, détenues en totalité par la société MIRCAL en tant qu'actionnaire unique de la société Calderys France.

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		28 581 031
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		28 581 031
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		-641 456
	SOLDE	641 456
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		27 939 575

Variation des capitaux propres

Conformément au projet de résolution de l'AG du 22 juin 2020 statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019, l'Associé unique a décidé de ne pas verser de dividende, et d'affecter le résultat de l'exercice 2019 qui est un bénéfice s'élevant à 3 015 564 euros, au compte de "report à nouveau" qui passe ainsi de 8 797 908 euros à 11 813 472 euros.

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	10 446 494	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	6 714 103	
Autres créances	5 810 735	
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	1 774 540	
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 930 399	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 401 010	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers	2 168	
Charges financières		

Analyse de l'impôt sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé chez Calderys France est égal à l'impôt pour le paiement duquel, Calderys France est solidaire, et est égal à l'impôt qui aurait été supporté par Calderys France en l'absence d'intégration fiscale.

La charge d'impôt de 40 768,34 € (ligne HK du 2053) correspond aux éléments suivants :

- 1/ Provision IS 2020 = 0,00 €
- 2/ Retenues à la source sur redevances 2020 = 307 778,40 €
- 3/ Retenues à la source sur dividendes reçus 2020 = 0,00 €
- 4/ solde IS 2019 = (0,06 €)
- 5/ Crédit Impôt Recherche 2019 comptabilisé en 2020 = (267 010,00 €)

Ventilation du chiffre d'affaires (note)

Nature de l'activité de la société Calders France : Fabrication et vente de produits réfractaires.
Conformément aux années précédentes, il existe deux types de reconnaissance du chiffre d'affaires.
Chiffre d'affaires à l'achèvement pour 87 239 630 €
Chiffre d'affaires à l'avancement (ou méthode du Percentage Of Complétion) pour 6 716 000 €
Chiffre d'affaires total de 93 955 630 €
Production vendue = 82,49 %
Services aux clients et Prestations diverses : 17,51 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
REFACTURATION COUT ASSURANCE CALDERYS GROUPE	253 332	
REFACTURATION FRAIS DE PERSONNEL	354 147	
REFACTURATION MASQUES COVID 19	11 576	
REMBOURSEMENT AXA RISQUE GARANTIE CLIENT	313 553	
ACTIVITE PARTIELLE COVID 19	41 847	
REMBOURSEMENT AXA DEPAR RETRAITE	22 773	
TOTAL	997 229	

ENGAGEMENTS DE RETRAITE (Informations)

La société accorde également des garanties de retraite à ses salariés, dont elle assure elle-même la charge. Ces régimes par lesquels la société s'engage sur une base légale, conventionnelle ou contractuelle sur un niveau de prestations, constituent des régimes à prestations définies.

L'évaluation de ces engagements de retraite s'appuie sur une étude réalisée par un cabinet d'actuaire. Le coût des indemnités de départ, compléments de retraite et engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière (méthode d'évaluation rétrospective) intégrant des hypothèses d'évolution des salaires.

La société ne provisionne que partiellement ses engagements de retraite à prestations définies. La provision comptabilisée à fin décembre 2020 s'élève à 1 780 079 €.

La position totale de l'engagement et le montant de l'actif destiné à couvrir cet engagement à fin décembre 2020 est présentée en engagement hors-bilan.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer les obligations sont :

- Taux d'actualisation : 0,90%
- Taux moyen attendu d'augmentation des salaires, propre à chaque catégorie de personnel en fonction de sa tranche d'âge : 2,40%
- Taux de rotation des effectifs, propre à chaque catégorie de personnel en fonction de sa tranche d'âge : entre 0 et 10,08%

Le montant total de l'engagement au 31 décembre 2020 s'élève à 1 971 537 €

La juste valeur de l'actif externalisé chez AXA destiné à couvrir cet engagement est de 191 458 € à fin décembre 2020.

Identités des sociétés consolidantes

Les comptes de la société sont compris dans le périmètre de consolidation de la société :

Groupe le plus grand dont l'entité fait partie en tant que filiale :

Groupe Bruxelles Lambert (GBL)
Avenue Marnix 24
B-1000 Bruxelles

Sous groupe le plus petit dont l'entité fait partie en tant que filiale :

Imerys S.A.
43 Quai de Grenelle
75015 Paris

SIRET : 562 008 151 00119

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
CALDERYS AUSTRALIA PTY Ltd	3 047 936	100	3 036 962		5 909 791
	2 025 044		3 036 962		-143 708
CALDERYS KOREA	18 725	100	249 906		564 907
	197 440		249 906		57 449
CALDERYS CHINA	8 410 076	100	6 655 814		17 878 141
	-5 986 857		6 655 814		1 005 906
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SIDEX	897 004	20	428 990		
			428 990		
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Rémunérations des Dirigeants

Cette information n'est pas fournie car elle reviendrait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée en Calderys France et Imerys S.A (Société intégrante) pour la durée d'intégration qui a commencé à courir à compter du 1er janvier 2006.

La société Imerys S.A constitue la société mère du groupe fiscal. Calderys France calcule son impôt de manière autonome et le reverse, le cas échéant, à Imerys S.A.

La société mère Imerys S.A étant la seule redevable vis à vis de l'Etat.

L'impôt comptabilisé chez Calderys France est égal à l'impôt pour le paiement duquel Calderys France est solidaire, et est égal à l'impôt qui aurait été supporté par Calderys France en l'absence d'intégration fiscale.

Liste des transactions avec des parties liées

Calderys France réalise des transactions non significatives, ou conclues à des conditions normales, ou exclues du champ d'application tel que décrit dans le règlement ANC 2016-07 avec des parties liées.

CALDERYS FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 7 567 740 euros
Siège social : route de Troyes - 51121 Sézanne
702 031 030 RCS Reims

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 15 JUIN 2021

Le 15 juin 2021, la société MIRCAL, société par actions simplifiée au capital de 1 352 037 840 euros dont le siège social est situé 43 quai de Grenelle, 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 333 160 620 RCS Paris, détenant l'intégralité des actions et droits de vote de la Société (ci-après l'**Associé unique**) a, conformément aux dispositions des statuts et à l'initiative du Directeur Général, Jérôme BOTTE, statué sur l'ordre du jour suivant :

1. lecture des comptes, du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; approbation des comptes, des rapports et de la gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
2. approbation des charges et dépenses non déductibles ;
3. affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
4. refonte et adoption des nouveaux statuts de la Société ;
5. pouvoirs en vue des formalités légales de publicité et de dépôt.

La société Deloitte & Associés, Commissaire aux comptes de la Société, sera avisée des présentes décisions. Madame Pascaline Collard, a été chargée en qualité de secrétaire, de rédiger le présent procès-verbal.

Le rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 établi par le Président de la Société, les comptes sociaux de cet exercice, le rapport du commissaire aux comptes y afférent ainsi que le projet de nouveaux statuts de la Société ont été remis à l'Associé unique qui, après en avoir pris connaissance, a pris les décisions ci-après reportées.

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes relatifs aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts qui s'est élevé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à 56,578.81 €. L'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 17,539.43 €.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2020 qui est une perte de (641,456.05) € au compte « report à nouveau » qui est ainsi ramené de 11,813,471.32 € à 11,172,015.27 €.

L'Associé unique prend acte que le montant du dividende mis en paiement au titre des trois exercices ayant précédé l'exercice écoulé, a été le suivant :

Exercices	2019	2018	2017
Dividende par action	0	13,00 € ⁽¹⁾	5,00 € ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	0	504 516	504 516

⁽¹⁾ dividende éligible à l'abattement de 40%

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuve le projet de refonte des statuts de la Société afin d'y refléter les récentes évolutions législatives et réglementaires applicables aux sociétés par actions.

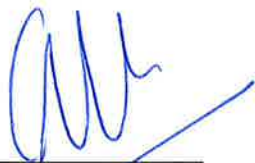
En conséquence, l'Associé unique, après en avoir pris expressément connaissance, adopte article par article puis dans son ensemble, le nouveau texte des statuts qui régira le fonctionnement de la Société à compter de ce jour et qui demeurera annexé au procès-verbal des présentes décisions pour en former partie intégrante.

L'Associé unique prend acte en tant que de besoin que les dispositions des statuts en vigueur jusqu'à ce jour et relatives à la forme, la dénomination, le siège, l'objet, la durée, les apports et le capital de la Société sont demeurées inchangées et ont été intégrées à l'identique dans le texte des statuts nouvellement adoptés.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toutes formalités.

De tout ce qui est dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé unique.



MIRCAL, Associé unique